

On a montré un revenu net de 362 millions de dollars pour cette année-là, alors qu'en réalité le changement d'inventaire a causé un revenu net réel de 670 millions de dollars, soit une augmentation considérable par rapport au revenu net que le ministre se plaît à citer. Si le ministre porte au compte rendu des chiffres qui sont supposés montrer le revenu réel des agriculteurs, il devrait employer les chiffres du revenu net réalisé au lieu des seuls chiffres du revenu net.

Le ministre nous a accusés d'être contre une hausse des prix minimums et maximums du blé parce que nous avons blâmé le gouvernement d'être en partie responsable de l'expiration de l'Accord international sur le blé. Quelle absurdité! Nous avons affirmé, de ce côté-ci, qu'on aurait pu augmenter ces prix selon les dispositions de l'ancien accord. Je ne dis pas que le nouvel accord est moins bon que l'ancien, mais il n'y avait pas lieu de laisser l'accord devenir caduc, privant ainsi les agriculteurs de protection dans l'intervalle. Dès qu'on a annoncé que l'ancien accord allait cesser d'être en vigueur, les prix ont commencé à baisser. Si quelqu'un conservait un doute dans le pays quant à la valeur d'un accord international sur une denrée quelconque, les événements de l'an dernier l'ont sûrement dissipé.

Insinuer que nous nous opposons en quelque sorte à l'augmentation du prix du blé donne une idée du genre de tactiques auxquelles le ministre a recours à la Chambre pour répondre aux questions justifiées des membres de l'opposition. Et le ministre d'ajouter, comme en fait foi le *hansard* du 5 mars, à la page 7316:

C'est, je pense, une critique très injuste à l'endroit des hauts fonctionnaires canadiens qui ont participé aux négociations.

Il songeait à la négociation Kennedy.

Les ministres ont assisté aux derniers moments de la négociation Kennedy et ne s'attribuent guère de mérite devant le grand succès remporté par les négociateurs du Canada.

La tactique du ministre était de rejeter ses responsabilités sur les négociateurs, les fonctionnaires du ministère qui représentaient le Canada lors de la négociation Kennedy, et d'essayer de convaincre la Chambre que lui et ses collègues, comme par enchantement, n'étaient nullement responsables et que s'il y avait lieu de critiquer quelqu'un il fallait s'en prendre aux fonctionnaires. C'était là l'attitude du gouvernement, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, à l'égard de la Commission canadienne du blé.

Le ministre actuel des Finances a fait tant et plus pour déprécier l'ancien ministre de

l'Agriculture, mon honorable ami le député de Qu'Appelle, à cause du rôle qu'il avait joué dans la vente du blé pendant qu'il était au pouvoir. L'honorable représentant a dit que le gouvernement actuel avait l'intention d'attribuer le mérite de telles transactions à la Commission du blé. Le gouvernement a effectivement permis à la Commission de s'attribuer le mérite, mais il l'a également laissé supporter le blâme—blâme qui aurait dû retomber sur le gouvernement lui-même, car c'est lui qui n'a pas su maintenir les niveaux des prix. Les propos sournis et hypocrites du ministre ne changeront rien à l'affaire.

• (9.50 p.m.)

Pour ce qui est de la politique laitière, je suis convaincu, comme le député de Timiskaming, qu'il s'agit d'une politique délibérée et calculée de la part du gouvernement visant à éliminer le plus grand nombre de cultivateurs possible. Les membres du gouvernement ont écouté les économistes qui préconisent le gigantisme, et ils croient que si le nombre de cultivateurs est réduit le même revenu sera divisé parmi un plus petit nombre de personnes, ce qui règlera le problème. Mais cela ne marche pas dans la pratique. Il y a moins de cultivateurs, mais leur revenu baisse.

Jusqu'où peut-on aller? Quand exactement une ferme est-elle assez grande pour être rentable et donner un revenu qui permet au cultivateur de se maintenir? Quelle a été l'expérience dans les grandes fermes au Canada et aux États-Unis? En réalité, certains millionnaires qui possèdent des fermes aux États-Unis et au Canada ont subi des pertes. S'ils ne peuvent pas réaliser de bénéfices, personne ne le peut, car ils disposent des fonds nécessaires pour l'achat des machines et autres installations permettant d'obtenir le meilleur rendement possible.

La thèse voulant que des fermes géantes soient la réponse aux problèmes agricoles doit être démolie avant qu'elle ne fasse le malheur de tous les cultivateurs du pays. La société Hedland and Menzies, qui effectue des enquêtes agricoles à travers le pays a examiné récemment les problèmes du comté de Vulcan en Alberta. Il s'agissait d'établir si une plus grande superficie cultivable ferait monter les revenus et la productivité. Les conclusions de cette étude ont révélé le contraire; au-delà d'une certaine superficie, le revenu net se stabilise et la ferme a beau déborder cette limite, cela n'entraînera aucune hausse appréciable du revenu net. On a conclu qu'une hausse de productivité plutôt qu'un agrandissement de la ferme est le meilleur moyen d'augmenter les revenus agricoles.